



European
University
Institute

Robert Schuman Centre for Advanced Studies



**CROSS-REGIONAL INFORMATION SYSTEM
ON THE REINTEGRATION OF MIGRANTS
IN THEIR COUNTRIES OF ORIGIN**

ANALYTICAL NOTE 2012/03

***FAMILLE, CAPITAL SOCIAL ET RÉINTÉGRATION SOCIO-PROFESSIONNELLE
DES MIGRANTS DE RETOUR AU MALI***

DAVIDE CALENDÀ



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

**Swiss Agency for Development
and Cooperation SDC**

JUNE 2012

CRIS Analytical Note, 2012/03

Famille, capital social et réintégration socio-professionnelle des migrants de retour au Mali

par Davide Calenda

Résumé :

Cette étude analyse le processus de réintégration socioprofessionnelle et économique des migrants de retour au Mali. L'analyse se fonde sur 313 entretiens recueillis auprès de migrants de retour, réalisés entre février et mai 2012, dans le cadre de l'enquête du projet CRIS. L'accent est mis sur les changements sociaux et économiques qui ont touché les migrants de retour, au cours des trois étapes de leur cycle migratoire : avant l'émigration, pendant le séjour à l'étranger et après le retour. Le principal objectif est d'évaluer dans quelle mesure et comment la « famille » a influencé ces changements comparativement à d'autres facteurs. Les résultats démontrent que plus nous situons les migrants de retour à l'intérieur d'un système de relations complexes, plus nous réussissons à évaluer l'influence de la famille sur les migrants et sur les résultats de l'expérience migratoire. Le facteur familial n'explique pas, à lui seul, pourquoi certains migrants réussissent à s'intégrer mieux que d'autres. D'autres facteurs examinés, relevant de l'engagement associatif et de la participation civique et politique du migrant de retour, méritent également un intérêt tout particulier.

© 2012, European University Institute
Robert Schuman Centre for Advanced Studies

This text may be downloaded only for personal research purposes. Any additional reproduction for other purposes, whether in hard copies or electronically, requires the consent of the Robert Schuman Centre for Advanced Studies.

Requests should be sent to forinfo@eui.eu

The views expressed in this publication are those of the author(s).

The Cross-Regional Information System (CRIS) on the Reintegration of Migrants in their Countries of Origin is aimed at addressing the social economic legal and institutional factors and conditions shaping returnees' patterns of reintegration in their countries of origin. It sets out to explain why some return migrants succeed in reintegrating back home whereas others do not. CRIS is part and parcel of the Return migration and Development Platform (RDP) hosted by the Robert Schuman Centre for Advanced Studies, European University Institute, Florence. It is co-funded by the Swiss Agency for Development and Cooperation (SDC, Berne) and the European University Institute.

Return Migration and Development Platform (RDP) – Robert Schuman Centre for Advanced Studies (RSCAS), European University Institute – Via delle Fontanelle, 19 – 50014 San Domenico di Fiesole (FI) – Italy – +39 055 46 85 892 – Email: RDP@eui.eu – URL: <http://rsc.eui.eu/RDP/>

To cite this publication: Davide Calenda (2012), “Famille, capital social et réintégration socioprofessionnelle des migrants de retour au Mali”, *CRIS Analytical Note* 2012/03, RSCAS/EUI, Florence.

Famille, capital social et réintégration socioprofessionnelle des migrants de retour au Mali

By Davide Calenda

Email: davide.calenda@eui.eu

1. Introduction¹

Les études sur la migration en Afrique de l'ouest se sont concentrées, dans une large mesure, sur le rôle joué par la famille dans la détermination et la régulation des dynamiques et des retombées socioéconomiques de la migration. Parmi celles-ci, peu d'entre elles s'intéressent à la migration de retour et seuls quelques-unes concernent le Mali en raison notamment de l'absence de données (Calenda 2012). Dans de nombreux cas, il s'agit de recherches dans le domaine des études du développement, dont celles portant sur l'impact des transferts de fonds ou remises des migrants. Il existe également quelques études anthropologiques sur le rapport entre les micro-dynamiques familiales et les comportements économiques des migrants.

De manière plus ou moins explicite, la plupart de ces études fait référence à deux approches interprétatives. L'approche structuraliste, qui met l'accent sur l'influence de la dimension normative et culturelle sur les comportements individuels. D'une part, elle a tendance à voir dans la structure familiale, prévalant dans le contexte africain (famille patrilinéaire, élargie), la principale contrainte au processus de modernisation sociale et au développement économique que la migration, y compris la migration de retour, pourrait stimuler. D'autre part, dans le contexte de l'Afrique de l'ouest, la reproduction de la structure « traditionnelle » de la famille est considérée comme la conséquence de l'échec des États postcoloniaux à garantir un système de protection sociale moderne et efficace. En d'autres termes, le manque de modernisation politique et l'efficacité des institutions politiques, aurait tendance à renforcer la légitimité des traditions, les liens de parenté et communautaires. L'approche économiste, qui interprète la famille comme la principale institution de médiation entre la société et le marché. La famille régule l'intégration entre les fonctions productives et reproductives de ses membres et la migration n'est qu'une option parmi d'autres dans le cadre d'une stratégie de diversification des activités économiques visant à accroître les probabilités de survie dans un contexte

¹ L'auteur remercie Jean-Pierre Cassarino, Annett Fleischer et Janine Silga Kisba pour leurs commentaires précieux et révisions. Un remerciement spécial va à Aurélie Boursier pour la traduction et la correction en langue française de cet article.

de forte incertitude. Cette approche peut être retrouvée dans les *development studies*, dans lesquelles, en accord avec la théorie de la nouvelle économie des migrations pour le travail (*new economics of labour migration*, NELM), la migration se présente comme le résultat d'une « stratégie calculée » de la famille (Stark 1986, 65 cité dans Cordell et al. 1996, 17² ; pour un examen critique, voir de Haan 2007)³. Plusieurs études ont analysé l'impact des remises, tout en révélant le rôle négatif, ou tout au plus neutre de la famille. Les transferts reçus par les familles d'origine sont principalement utilisés pour la consommation et les cérémonies, plutôt que pour des investissements productifs, sans avoir d'effets structurels sur le système (Adepoju 1997). Il est probable qu'en l'absence de politique productive de type structurel (formation, infrastructure, investissements, etc.), un marché interne stimulé par les transferts d'argent finisse par être présidé par des biens produits ailleurs, sans avoir d'effets durables sur l'emploi et la croissance. Ainsi, bien que les transferts d'argent contribuent à la réduction de la pauvreté, ils ne suffisent pas à eux seuls à créer les conditions pour une croissance socioéconomique durable.

La prévalence de ces deux approches dans les études sur l'impact de la migration en l'Afrique de l'ouest n'est pas une surprise. L'importance accordée historiquement à la famille dans la régulation de la mobilité des individus et du développement économique a été soulignée par de nombreux spécialistes (Rwezaura 1989, Adepoju 1997, Cordell et al. 1996, McDowell et de Haan 1997). En Afrique de l'ouest, la plupart des flux migratoires se développe historiquement à travers des trajectoires circulaires, de migration interne et migration sud-sud. La combinaison entre ces éléments historiques et la perpétuation de la pauvreté et l'instabilité politique dans la région, ont renforcé l'idée que la migration peut avoir des effets limités. C'est un cadre différent de celui caractérisé par la migration sud-nord, où le contraste entre les contextes institutionnels est fort. Par conséquent, cela permet d'évaluer plus facilement les effets positifs que le retour 'physique' ou 'virtuel' (les remises) des migrants peuvent engendrer. Lorsqu'un fort contraste entre les contextes institutionnels n'existe pas, il est tout à fait nécessaire d'affiner l'angle de la recherche. Tout d'abord, nous devons éviter la tentation de voir les structures sociales comme étant fixes et isolées les unes des autres, conduisant à des explications relevant de la *path-dependency*, et reléguant au second plan le rôle possible de l'acteur et des réseaux sociaux dans le processus de changement. Pour ce faire, nous avons besoin de voir l'interaction entre les niveaux *micro*, *meso* et *macro* et de comprendre comment cette interaction évolue dans le temps.

Aussi, l'objectif de cette étude est d'analyser dans quelle mesure et comment les migrants de retour et leurs familles interagissent avec d'autres structures, acteurs et institutions, au cours du cycle

²Stark, Oded. « Les recherches portant sur les migrations des campagnes vers les villes dans les PVD : Etat de la question et perspectives ». In (dir.) José Havet. *Le village et le bidonville : Réention et migration des populations rurales d'Afrique*. Editions de l'Université de Ottawa. Collection Développement International 2 (1986) : 63-78.

³L'approche « livelihoods » se distancie de cette vision et situe la famille et la migration de retour dans un contexte institutionnel précis (de Haan et al. 2000, McDowell et de Haan 1997).

migratoire. Si l'on prend en considération des facteurs autres qu'économiques et familiaux, et si l'on étudie le retour *physique* du migrant et non seulement son retour *virtuel* (ex. transferts d'argent), la relation famille-migration-développement socioéconomique apparaît moins linéaire⁴. À partir d'une première lecture, les comportements des migrants de retour nous semblent cohérents par rapport au système culturel prévalant dans le pays d'origine et rationnellement motivés par « la lutte pour la survie ». Cependant, après une analyse plus attentive, nous observons des parcours et des résultats de réintégration différents, pas toujours explicables en termes d'adhésion à un modèle préétabli.

Pour expliquer ces différences, il nous faut adopter une approche analytique qui prenne en compte les deux remarques méthodologico-interprétatives suivantes⁵ :

- a) La dimension relationnelle et cognitive du migrant. La famille d'origine est une source et non la seule source sociale et de sens pour l'action du migrant. La capacité du migrant à réinterpréter les contraintes institutionnelles dépendent non seulement de données caractéristiques (ex. structure familiale) mais également des réseaux acquises durant l'expérience migratoire. Parmi ces dernières figurent le capital social.
- b) Incertitudes des résultats sur le long terme. L'impact socioéconomique de la migration de retour doit être évalué dans le temps et avec des méthodologies combinées. La situation actuelle et les attentes futures du migrant peuvent fournir des indications précieuses, mais ne permettent pas de parler de succès ou d'échec, surtout en raison du fait que a) le retour ne correspond pas nécessairement à la fin du cycle migratoire, b) le contexte institutionnel n'est pas statique et son évolution peut favoriser ou non la valorisation de l'expérience, des compétences et des réseaux développés par le migrant de retour durant le cycle migratoire.

Sur la base de ces propos liminaires, nous analyserons le processus de réintégration socioprofessionnelle et -économique d'un groupe de migrants de retour au Mali. L'analyse se fonde sur 313 entretiens⁶ avec des migrants de retour au Mali réalisés entre février et mai 2012, grâce à un questionnaire structuré. Ces entretiens ont été réalisés dans le cadre du « Système d'information transrégional sur la réintégration des migrants dans leur pays d'origine » (ou projet CRIS), faisant

⁴ La relation non-linéaire entre famille, migration de retour et développement socio-économique est mise en évidence, par exemple, par Cordell et al. (1996) dans leur étude sur le Burkina Faso, voir en particulier le chapitre 6. Voir également la recherche de Tiemoko (2004) sur les migrants de retour au Ghana et en Côte d'Ivoire ; voir aussi Black et King 2004. Sur les remises, voir Monsutti 2008. Ndione et Lalou (2005) ont analysés les transferts de revenus et les investissements d'un groupe de 100 migrants de retour à Bamako et Kayes.

⁵ La méthodologie de la recherche présentée dans cet article s'inspire à la théorie des réseaux sociaux dans l'étude sur la migration de retour (Cassarino 2004 ; voir la Plateforme sur la migration de retour et le développement: <http://rsc.eui.eu/RDP/fr/>).

⁶Femmes 33,2 pour cent ; hommes 66,8 pour cent. Age moyen au moment de l'enquête : 39. Lieu de naissance (urbain) : femmes 47,1 pour cent ; hommes 33,5 pour cent. Niveau d'instruction : sans instruction, femmes 59,6 pour cent, hommes 43,8 ; collège et assimilé/secondaire/supérieur : femmes 23,5 pour cent, hommes 29,6 pour cent.

partie intégrante de la Plateforme sur la migration de retour et le développement, situé au Centre Robert Schuman de l'Institut Universitaire Européen (Florence, Italie).⁷

L'accent est mis sur les changements sociaux et économiques qui ont touché les migrants de retour durant les trois étapes du cycle migratoire : avant l'émigration, pendant le séjour dans le principal pays d'immigration et après le retour. L'objectif est d'évaluer dans quelle mesure et comment la « famille » a conditionné ces changements par rapport à la combinaison d'autres facteurs.

Les résultats démontrent que plus nous situons les migrants de retour à l'intérieur d'un système de relations complexes, plus nous réussissons à évaluer l'influence de la famille sur les migrants et sur les résultats de l'expérience migratoire. Nous verrons que si, d'une part, les choix du migrant, ne sont pas complètement libres des structures sociales données et de la nécessité de satisfaire les besoins primaires, d'autre part, ils sont éclairés par les nouveaux apports acquis durant l'expérience migratoire. Parmi ces apports, qui consiste dans l'acquisition de valeurs ainsi que de ressources matérielles et immatérielles pouvant être mobilisées durant le cycle migratoire, la famille est importante mais n'est pas l'unique ressources utilisée, ni l'unique structure normative et sociale de référence pour les migrants de retour. Le facteur familial n'explique pas, à lui seul, pourquoi certains migrants réussissent à s'intégrer mieux que d'autres. D'autres facteurs examinés relèvent de l'engagement associatif et de la participation civique et politique du migrant de retour. L'engagement associatif constitue une composante centrale du capital social et un facteur d'explication important du processus de réintégration (Cassarino 2004, 266). La participation civique et politique est une mesure de l'engagement dans les affaires sociales et de la communauté dans le pays d'origine. Ce facteur est également considéré comme lié au développement socioéconomique (Putnam et al. 1993). Ces deux facteurs, ainsi que le facteur de la famille, serviront à expliquer la réintégration socioprofessionnelle des migrants de retour.

Parmi les diverses variables indépendantes au travers desquelles il est possible de distinguer les parcours des migrants, celle du genre nous est apparue comme la plus intéressante parce que les inégalités entre les genres sont marquées dans le contexte étudié. D'autres niveaux de distinction seront présentés, lorsqu'ils seront utiles aux fins de l'étude. Une autre variable typiquement considérée dans les études sur la migration de retour est le pays de destination. Toutefois, les caractéristiques de notre échantillon nous ont conduit à ne pas l'inclure dans le modèle analytique. Les pays d'Afrique de l'ouest ont été les principaux pays d'immigration de 8 migrants sur 10, avec

⁷ Les migrants de retour enquêtés sont des Maliens, âgés de 15 ans et plus, qui ont vécu au moins une année à l'étranger avant leur retour au pays d'origine et qui, au moment de l'entretien, sont revenus depuis au moins trois mois. Cette définition s'inspire partiellement de la définition recommandée par les Nations Unies (1998). Elle se limite aux personnes rentrées dans leur pays d'origine au cours des dix dernières années, dans la mesure où cette limite temporelle permet, au cours de l'entretien, d'évaluer l'impact de l'expérience migratoire vécue par la personne interviewée sur les modalités de réintégration. Au moment de la rédaction de cet article, l'enquête de terrain n'était pas encore achevée. Pour toute information sur les objectifs et la méthodologie de recherche, veuillez vous référer au site internet du projet : <http://rsc.eui.eu/RDP/>.

une prédominance de la Côte d'Ivoire (74,4 pour cent). Cette information est en accord avec les données fournies par les recensements réalisés au Mali et par d'autres enquêtes (pour un résumé, voir Calenda 2012). Seul un nombre limité de migrants est rentré d'un pays non africain (environ 5 pour cent). C'est pourquoi, d'un point de vue statistique, cette variable ne permet pas d'approfondir l'influence des contextes institutionnels divers sur les comportements familiaux et sur le parcours des migrants de retour⁸.

2. Les liens familiaux et ceux avec le pays d'origine

La famille est une institution centrale dans la société malienne. Les indicateurs sur la famille fournis par le *World Values Survey* et l'Afrobaromètre montrent que le niveau d'importance accordé à la famille, ainsi que la confiance dans les membres de la famille, est très élevé (WVS 2007, Afrobaromètre 2008).

Par ailleurs, les principaux indicateurs pour mesurer les comportements conjugaux et familiaux (composition moyenne du ménage, taux de fertilité, nombre d'enfants, âge de la femme lors du premier mariage et statut matrimonial et) montrent clairement que la structure familiale élargie et patrilinéaire s'est reproduite dans le temps comme structure dominante au Mali. En ce qui concerne le nombre moyen de personnes par ménage, il n'y a pas eu de changements fondamentaux. En 1998, on compte 6,1 personnes et 6,2 en 2009 (RGPH 2009). On n'observe pas de différences notables entre les milieux rural et urbain. En milieu urbain, on enregistre une taille légèrement supérieure du ménage (5,2 en milieu rural et 5,7 en milieu urbain, DHS 2001). Par ailleurs, les grands ménages (de 9 personnes et plus) sont plus répandus dans les zones urbaines que dans les zones rurales (18 pour cent contre 14 pour cent ; DHS 2001). En effet, la *dichotomie* rural/urbain n'est pas appropriée pour expliquer les comportements familiaux. Plus qu'en termes d'*opposition*, le rapport entre contexte urbain et rural au Mali et en Afrique de l'ouest doit être lu en termes d'*intégration* (Cordell et al. 1996, 13-14)⁹. Cet aspect a surtout été mis en évidence dans les études sur la migration interne en Afrique (Poirier et Piché 1999) et sur la migration circulaire, dont l'effet est d'étendre et d'intégrer, davantage que de rompre, les liens familiaux à travers de grandes distances (McDowell et de Haan 1997). Dans le contexte de l'Afrique de l'ouest, le Mali enregistre le plus fort taux de fertilité après le

⁸ La continuité entre les contextes institutionnels dans lesquels les migrants interviewés dans le cadre de notre recherche se déplacent nous a conduit à considérer comme peu utile d'aborder l'approche transnationale, dont les présupposés méthodologiques se fondent sur le concept de multiculturalisme. Dans cette approche, par exemple, la famille 'transnationale' se caractérise par son fondement sur des mariages mixtes et par la dispersion spatiale des liens familiaux (Goulbourne et al. 2010). Dans notre échantillon, les mariages dans le cadre desquels les deux conjoints sont de nationalité différente représentent moins de 5 pour cent de l'ensemble des mariages.

⁹ Le Mali est beaucoup moins urbanisé que les autres pays d'Afrique de l'ouest, bien qu'une croissance rapide soit prévue dans les prochaines décennies (Farvacque et al. 2007).

Togo. Ce taux est stable dans le temps (6,7 en 1960 et 6,3 en 2010 ; source Banque Mondiale). Toujours dans le cadre de l'Afrique de l'ouest, le Mali enregistre l'âge moyen le plus bas lors du premier mariage, après le Niger : en 1987, l'âge moyen des femmes au premier mariage était de 15,7 et en 2006 de 16,7 (DHS 2006). Les données montrent qu'au Mali, le mariage est quasi-universel, car il intéresse plus de 8 femmes sur 10 (DHS 1995-1996, 2001).

Le rôle de la famille dans au Mali doit être inséré dans un contexte socioéconomique, culturelle et institutionnel qui tend à favoriser la séparation des rôles sur la base des genres, que ce soit au sein de la famille ou en dehors de celle-ci. La récente réforme du code de la famille¹⁰ met en lumière la force relative que celle-ci détient encore, que ce soit dans le cadre de la société ou de la politique. La vision de la famille qui prédomine se traduit par un rapport de pouvoir asymétrique en faveur de l'homme et par la centralité du mariage comme domaine légitime de la reproduction. En référence à ce cadre, il est possible d'interpréter la diffusion de la polygamie au Mali, qui s'est historiquement affirmée comme pratique socioculturelle et économique. Son institutionnalisation est due à une reconnaissance légale et religieuse (plus de 90 pour cent de la population est musulmane, WVS 2007). Selon les données de l'Enquête Démographique et de Santé conduite dans les années 1995-1996, la polygamie concernait 44 pour cent des femmes. En 2001, le mariage polygame concernait 43 pour cent des femmes mariées âgées de 15 à 49 ans (DHS 2001). En simplifiant de manière significative un phénomène très complexe¹¹, il est possible de souligner, dans le cadre de ce qui nous intéresse ici, que les liens polygamiques sont un indicateur d'un statut socioéconomique moyennement élevé pour les hommes (voir Findley 1997). À ce sujet, le rapport DHS 2006 sur le Mali met en évidence le fait que la polygamie reste une pratique diffuse, surtout au sein de la classe moyenne, qu'elle soit rurale ou urbaine (DHS 2006, 84, Marcoux 1997).

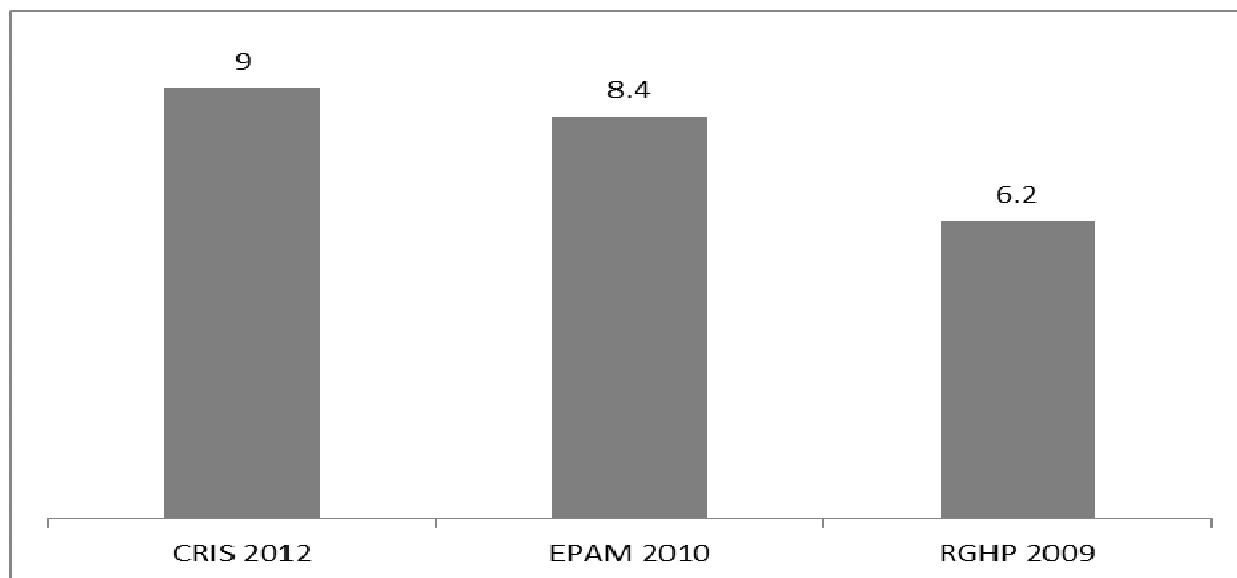
À partir d'une comparaison diachronique des données fournies par diverses enquêtes sur les migrants de retour au Mali des années 90 à nos jours, il semble évident, qu'avec le temps, les migrants de retour ne semblent pas remettre en question les comportements familiaux prévalant au Mali, avec une

¹⁰ Après des années de négociation, le texte promulgué par le président Amadou Toumani Touré en janvier 2012 représente une victoire des organisations islamiques les plus traditionnelles. Le texte est critiqué par la Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH), qui le définit comme discriminatoire (Jeune Afrique 2012). Pour une revue de presse voir Afribone : visionné le 5 Avril 2012, <http://www.afribone.com/spip.php?rubrique132>.

¹¹ Janneke Barten (2009) offre une riche analyse des micro-dynamiques du pouvoir à l'intérieur de la famille au Mali, prenant également en considération l'expérience des migrants de retour. Les co-épouses ne sont certes pas privées de stratégies pour négocier les rapports de pouvoir avec le conjoint et à l'intérieur de la famille. D'autres indicateurs sur le degré d'autonomie des femmes et sur le rapport entre les genres sont recueillis par des enquêtes DHS. Celles-ci mettent en lumière que les femmes qui travaillent déclarent avoir un degré élevé d'autonomie dans les décisions de dépense de l'argent qu'elles ont gagné dans le cadre de leur travail. Cependant, peu nombreuses sont les femmes qui sont consultées sur les décisions plus importantes du ménage (voir, par exemple, DHS 2006, visionné le 5 Avril 2012. <http://www.measuredhs.com/topics/Youth-Corner/mali-dhs-key-indicators.cfm>).

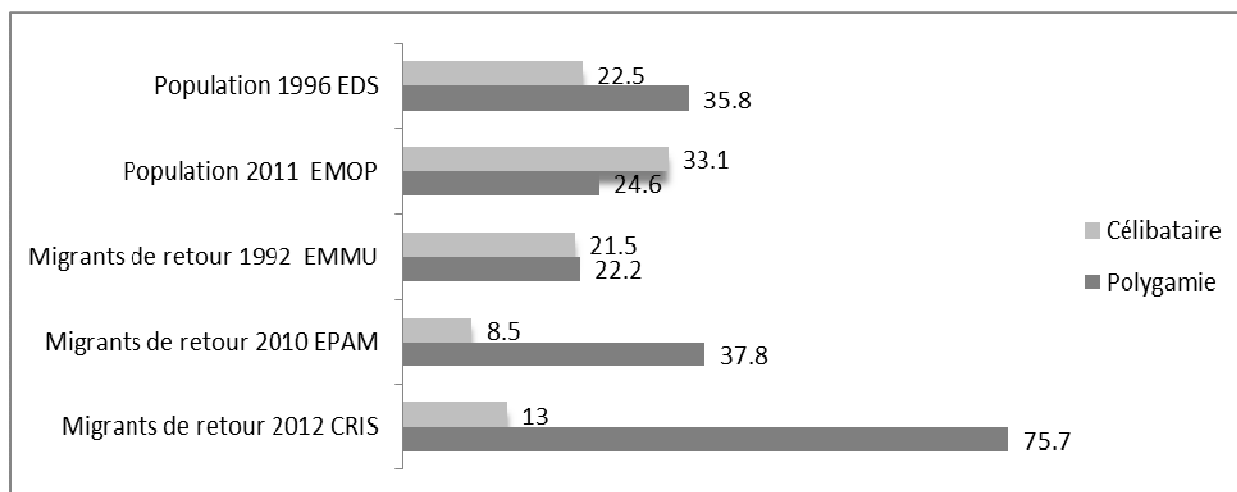
nette croissance de la taille moyenne du ménage¹² (Graph.1), des mariages en général et, en particulier, des liens matrimoniaux de type polygame (Graph.2).

Graphique 1. Taille du ménage (nombre de personnes)



Source : CRIS/RDP 2012, EPAM 2010, RGPH 2009, élaboration de CRIS/RDP 2012.

Graphique 2. Migrants de retour mariés sous le régime de la polygamie et migrants de retour célibataires par rapport à l'ensemble de la population (%)



Source : EMMU 1992, DHS 1996, EPAM 2010, EMOP 2011, CRIS/RDP 2012, élaboration CRIS/RDP 2012¹³.

¹² Dans d'autres recherches, des tendances opposées ont été observées, principalement liées à des facteurs institutionnels. La recherche sur les migrants de retour en Algérie, réalisée dans le cadre du projet MIREM (Migration de Retour au Maghreb), par exemple, met en lumière la prédominance du passage de la famille élargie, au départ, à la famille nucléaire, au retour (Cassarino 2007, 33).

¹³ L'échantillon cible de l'Enquête Démographique et de Santé (*Demographic and Health Survey - DHS*) était de 9.000 femmes en âge de procréer (15 à 49 ans) et de 3.000 hommes âgés de 15 à 59 ans. Enquête Malienne sur

Le pourcentage des mariages polygames n'a cessé d'augmenter chez les migrants de retour interviewés entre 1992 et 2012. Ces dernières années, ce pourcentage a dépassé la proportion moyenne observée dans la population¹⁴. Au contraire, la proportion des célibataires diminue. Ces données indiquent clairement deux tendances¹⁵:

- Forte cohérence entre les comportements conjugaux et familiaux des migrants de retour et les caractéristiques dominantes de la structure familiale malienne.
- Importance du projet familial pour les migrants de retour, qui semblent mieux réussir, dans le cadre de cet objectif, que la moyenne de la population.

Dans le cadre du projet de recherche CRIS, les données sur le changement de statut civil montrent que pour la majorité des migrants interviewés, le projet familial (construire une famille) a été réalisé au cours du cycle migratoire. 40 pour cent des femmes et 80 pour cent des hommes étaient célibataires au moment du départ. Plus d'un tiers des femmes et des hommes se sont mariés dans le principal pays d'immigration alors qu'à leur retour, le mariage a concerné un autre tiers des femmes et la moitié des hommes. 7 femmes sur 10 ont procréé dans le principal pays d'immigration, alors que pour la majorité des hommes, la procréation intervient après le retour. Les femmes retournent au Mali avec leur famille (8 sur 10), alors que les hommes démontrent une propension majeure à servir de ponts entre les membres de la famille dispersés entre le pays d'origine et le principal pays d'immigration. Bon nombre d'entre eux reviennent seuls ou avec leur épouse et leurs enfants mineurs, laissant en revanche leurs enfants majeurs dans le principal pays d'immigration. Cette propension est cohérente avec les données sur la fréquence des contacts et des visites¹⁶ rapportées dans le tableau suivant, qui montrent qu'il existe une plus grande mobilité des hommes que des femmes entre le pays d'origine et le principal pays d'immigration.

les Migrations et l'Urbanisation (EMMU) : migrants de retour âgés de 15 ans et plus. Enquête modulaire et permanente auprès des ménages (EMOP) : toute la population. CRIS : Migrants de retour âgés de 15 ans et plus. Enquête Emploi Permanente Auprès des Ménages (EMAP) : migrants de retour âgés de 15 ans et plus.

¹⁴ La littérature a mis en lumière qu'en France également, principal pays d'immigration des Maliens hors du contexte africain, la pratique de la polygamie est diffuse et un taux élevé de fertilité persiste (Sargent et Cordell 2003).

¹⁵ Ces données doivent être interprétées avec précaution à la lumière des stratégies diverses des échantillonnages des enquêtes présentées dans le graphique. Un autre facteur à prendre en compte est le niveau d'instruction dans les échantillons des migrants de retour. Dans le cadre de l'enquête CRIS, on observe en particulier un niveau d'instruction des hommes en moyenne supérieur à la moyenne de la population et un niveau, pour les femmes, en moyenne inférieur. Cette information a une incidence sur le pourcentage des mariages polygames, dans la mesure où ces derniers tendent à réduire l'augmentation du niveau d'instruction des femmes.

¹⁶ Après avoir observé l'existence d'associations fortes et significatives entre les différents indicateurs sur la famille, nous avons choisi d'utiliser l'index 'fréquence des contacts et des visites' afin d'analyser les associations indiquées dans le tableau 4.

Tableau 1. Liens maintenus avec la famille et le pays d'origine (%), N = 313

Fréquence des contacts avec la famille au cours de la dernière année*		
	Femmes	Hommes
Au moins une fois par semaine	6,7	17,8
Quelquefois par mois	17,3	31,3
Une fois par mois	6,7	5,3
Plusieurs fois par an	35,6	29,8
Une fois par an	15,4	7,2
Jamais	18,3	8,7
Fréquence des visites au pays d'origine au cours de la dernière année		
	Femmes	Hommes
Deux o plusieurs fois par an	5,8	7,7
Un fois par an	7,7	11,1
Moins d'une fois par an	16,3	24,5
Jamais	70,2	53,4

Source : CRIS/RDP 2012.

* Coups de téléphone, lettres et courrier électronique.

La plupart des migrants de retour ont maintenu des contacts réguliers avec leur famille dans le pays d'origine, alors qu'ils ont visité le pays d'origine moins fréquemment. L'association entre le genre et la fréquence des contacts et des visites est significative d'un point de vue statistique et elle est positive pour les hommes. Il n'est pas surprenant que les visites dans le pays d'origine soient moins fréquentes pour les femmes que pour les hommes puisque ces premiers doivent s'occuper de leurs enfants et de la maison. De manière générale, le maintien des liens est également favorisé par des conditions objectives telles que la proximité territoriale du Mali avec les principaux pays d'immigration (notamment de la Côte d'Ivoire) et la diffusion massive des téléphones portables, qui permettent d'être joint et de communiquer quotidiennement à des coûts toujours plus limités¹⁷.

Les liens avec la famille d'origine sont importants dans toutes les étapes du cycle migratoire et dans le cadre du processus de réintégration¹⁸. Par exemple, environ 9 migrants sur 10 ont bénéficié d'une forme de soutien familiale (trouver un travail/ logement/ financièrement/ documents de séjour/ contacts / réseaux). La famille et les amis dans le pays d'origine constituent une source importante d'information sur la situation dans le pays (pour 65.2 pour cent des hommes et 28.4 pour cent des

¹⁷ Voir *International Telecommunication Union*: <http://www.itu.int>.

¹⁸ Ouattara (2010), qui a analysé le profil des migrants maliens rapatriés de Côte-d'Ivoire entre 2003 et 2004, aboutit à des conclusions similaires : la réintégration a été difficile pour un grand nombre de ces migrants, surtout pour ceux n'ayant pas maintenu de liens étroits avec la famille d'origine.

femmes) et une référence lors de la prise de la décision de rentrer au pays (71.2 pour cent, dans 39.9 ‘souvent’). Des tendances similaires ont été observées dans la recherche MIREM (Cassarino 2007). Les deux indicateurs dans le tableau 1 ont été regroupés pour construire un indice permettant de mesurer l’intensité des contacts familiaux, qui sera corrélé avec les indicateurs relatifs au capital social et les indicateurs mesurant la réintégration socioprofessionnelle et économique.

3. Les réseaux sociaux, l’engagement associatif et la participation civique et politique

La disponibilité du capital social est une condition nécessaire, mais pas suffisante, à une bonne réintégration socioprofessionnelle. Cette thèse est largement acceptée dans la littérature sur la migration de retour. Les données recueillies dans le cadre des travaux empiriques, permettent d’analyser le développement des réseaux sociaux, l’engagement associatif et la participation civique et politique dans le principal pays d’immigration et après le retour. Les résultats montrent un cadre positif en ce qui concerne l’évaluation des migrants au regard de leur rapport avec les institutions et la société locale. En effet, bien que la détérioration des conditions de vie soit un motif de retour pour de nombreux migrants, qui ont notamment souffert de comportements discriminatoires et raciste¹⁹, le rapport avec les autorités publiques et la société du principal pays d’immigration est jugé comme bon ou très bon par environ 8 migrants sur 10.

Les données sur les relations sociales des migrants de retour dans le principal pays d’immigration sont cohérentes avec cette évaluation. Huit migrants sur dix ont eu des relations sociales quotidiennes (‘Tous les jours’) en-dehors de la famille, privilégiant les amis compatriotes. Six sur dix ont également eu des contacts quotidiens avec des amis dans le principal pays d’immigration. Parmi les canaux de socialisation, ‘les relations amicales interposées’ arrivent en première position, suivies par le travail et la famille. La famille a joué un rôle plus important pour les femmes que pour les hommes (respectivement 33,7 et 17,7 pour cent). En revanche, le travail a été important pour les deux groupes, même si légèrement plus pour les hommes que pour les femmes (respectivement 33,5 et 27,9 pour cent). Si l’on agrège tous les canaux de socialisation, on observe que 36,6 pour cent des femmes et 41,7 pour cent des hommes ont utilisé deux canaux de socialisation ou plus.

¹⁹ Dans une question, la personne interviewée avait la possibilité d’indiquer les principales difficultés rencontrées dans le principal pays d’immigration. La catégorie qui a recueilli le pourcentage le plus élevé est ‘discrimination et racisme’, un problème davantage ressenti par les femmes (71,2 pour cent) que par les hommes (48,3 pour cent).

Cependant, la vie des migrants ne s'est pas limitée au travail et à la famille. Les données sur la participation civique et politique illustrées dans le tableau 2, confirment que la majorité des migrants de retour, indépendamment du genre, s'inscrit dans un cadre de réseaux sociaux plus amples.

Tableau 2. Engagement associatif et participation civique et politique dans le principal pays d'immigration et dans le pays d'origine après le retour, en %, (réponses multiples), N = 313

Engagement associatif du migrant de retour au Mali	Femmes		Hommes	
	PPI	PO	PPI	PO
A une association/organisation				
villageoise	35,6	26	48,3	45
religieuse	24	34,6	19,6	22
coopérative	18,3	33,7	7,2	10,5
politique* *	16,3	16,3	32	32,5
caritative	15,4	5,8	19,6	5,3
club de loisir	8,7	4,8	13,9	3,3
d'étudiantes/de jeunes	7,7	5,8	13,4	8,1
non gouvernementale (ONG)	0	2,9	1,5	6,2
Part des enquêtés adhérant à au moins une structure associative	63,5	71,2	80,5	70,2
Part des enquêtés adhérant à plus d'une structure associative	37,4	38,5	42,6	37,8
Soutien financier apporté à une structure associative				
	51,9	n.d.	62,7	n.d.
Part des enquêtés ayant pris part à des activités civiques et/ou politiques***				
	43,3	55,8	67,5	66,7

Source : CRIS/RDP 2012.

* PPI = Principal Pays d'immigration ; PO = Pays d'origine

** La catégorie 'association politique' comprend la participation de l'enquêté à des syndicats, des partis politiques et des mouvements politiques.

*** La catégorie 'activités civiques et politiques' regroupe : vote à des élections, manifestation politique, grève syndicale, manifestation d'immigrants, réunion de migrants, signature d'une pétition.

n.d. = Non disponible.

Le tableau indique un pourcentage de participation plus élevé pour les hommes que pour les femmes, mais le test d'association montre une différence significative entre les genres que sur le plan de la participation politique, à l'avantage des hommes. Il convient de souligner que les différences se réduisent au retour dans le pays d'origine en ce qui concerne l'indice de participation à des activités civiques et politiques. Le principal pays d'immigration a représenté une occasion pour la socialisation politique de nombreux migrants qui, au retour, ont trouvé probablement plus de raisons et d'occasions de faire sentir leur voix²⁰. Le tableau montre que la participation de type social prévaut sur les autres. Cela s'exprime en avant tout à travers l'adhésion à des associations de la communauté locale (associations villageoises et caritatives) et à des associations religieuses. Les migrants interviewés ont

²⁰ 35 pour cent des femmes et 47 pour cent des hommes ont voté lors des dernières élections. Ces pourcentages sont légèrement plus élevés que ceux observés dans la population lors des élections présidentielles et législatives de 2007, ainsi que lors des élections locales de 2009 (Chauvet et Mercier 2011, 7).

montré une attitude favorable au soutien de ces structures associatives, également sur le plan économique. L'adhésion aux coopératives prévaut parmi les femmes et s'accroît au retour dans le pays d'origine. Ces résultats démontrent l'importance des réseaux associatifs, de concert avec la famille, comme système de protection et de sécurité sociale dans un contexte où l'état social est très faible²¹. Plus de 90 pour cent de l'échantillon déclare ne pas bénéficier, au moment de l'enquête, d'une protection sociale²².

Enfin, le tableau montre que l'appartenance multiple est diffuse dans le principal pays d'immigration comme dans le pays d'origine²³. En moyenne, environ 4 migrants sur 10 ont participé et participent au moment de l'enquête à deux ou plusieurs associations. La participation civique et politique diffuse et l'implication dans plusieurs réseaux organisationnels, que ce soit dans le pays d'origine ou dans le principal pays d'immigration, contraste avec l'image donnée par la littérature sur la migration de retour d'inspiration structuraliste et néo-économiste, qui dépeint les migrants comme des personnes seulement motivées par la satisfaction de leurs propres besoins matériels et de ceux de leur famille, ainsi projetés dans les valeurs et traditions du pays d'origine.

Les résultats suggèrent que le cycle migratoire a eu des effets positifs sur la participation. Cependant, cette hypothèse doit être contrôlée au travers d'analyses plus approfondies. Pour autant, il existe des preuves empiriques sur la relation positive entre migration de retour et participation. Les effets positifs des migrants de retour sur la participation civique et politique au Mali ont également été mis en évidence par Chauvet et Mercier 2011²⁴. Les auteurs enquêtent sur le lien entre migration et comportements électoraux au Mali, en analysant l'impact des migrants de retour sur les taux de participation et sur certains indicateurs politiques. Les données analysées « reflètent l'existence d'un transfert de normes politiques par le migrant de retour vers la population locale [et] que les migrants, ainsi que les migrants de retour, sont susceptibles d'impulser des progrès politiques changements positifs dans leur société d'origine » (Chauvet et Mercier 2011, 29)²⁵. Dans la littérature qui souvent se réfère à la notion de *social remittances* (Levitt 1998), la migration de retour est abordée comme un canal de transfert de nouvelles valeurs et pratiques politiques dans le pays d'origine. Bien que ce phénomène ne soit pas l'objectif de cette étude, notre recherche ouvre des pistes d'investigation

²¹ Il convient de souligner que les associations villageoises et les coopératives son historiquement très diffuses en Afrique de l'ouest. Elles représentent la forme dominante d'organisation sociale au niveau local. Cette organisation est associée à la présence d'une des structures étatiques fortement centralisées (Eisenstadt 1965).

²² La reconnaissance des droits sociaux après le retour peut être problématique. C'est ce que Quiminal a observé dans sa recherche sur un groupe de migrants de retour dans la région de Kayes, dont la plupart ont été forcés de rentrer depuis la France. Plusieurs d'entre eux ont fait face à des difficultés pour « réunir toutes les pièces nécessaires à l'établissement d'un dossier pour l'obtention de leurs droits, [...] Il est extrêmement problématique de répondre aux demandes souvent contradictoires de la Caisse national d'assurance vieillesse (CNAV), relayée au Mali par l'Institut national de prévoyance sociale (INPS) (Quiminal 2002, 37).

²³ Le Mali a été, jusqu'au récent coup d'Etat de mars 2012, une des démocraties les plus solides de l'Afrique de l'ouest. Les données de l'Afrobaromètre (2008) montrent un sentiment diffus de liberté politique des Maliens et une confiance diffuse à l'égard de la démocratie.

²⁴ Voir aussi Quiminal 2002, 42-43.

²⁵ Traduction de l'auteur.

ultérieures intéressantes. Dans ce pays, il est nécessaire de préciser que l'engagement direct de type communautaire prévaut sur la participation à des mécanismes formels de la politique (vote à l'élection, l'adhésion aux parties politiques), (Schulz 1997, Welzel et Dougnon 2007, pour une analyse sur l'Afrique de l'ouest voir Eisenstadt 1965).

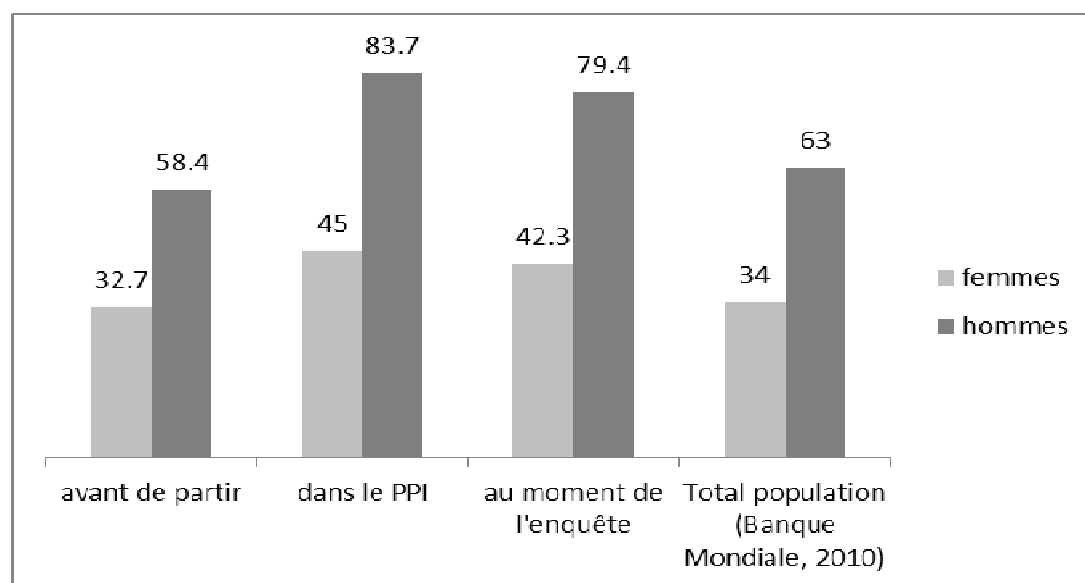
Cette tendance est confirmée par des preuves empiriques (les enquêtes menées par Afrobaromètre et la *World Value Survey*). L'engagement dans les associations religieuses est également considérée, dans une large mesure, comme une organisation de la *société civile* en raison du rôle joué par les associations et leurs leaders dans la médiation de conflits communautaires (Monga 1995, 364-366, Welzel et Dougnon 2007).

4. Intégration et réintégration socioprofessionnelle

Dans cette section, nous analysons les données sur la situation économique et professionnelle des migrants de retour, afin d'évaluer leur réintégration socioprofessionnelle. La réintégration est analysée au travers de données objectives et subjectives. Les premières concernent le changement de statut professionnel et le niveau de revenu. Les secondes concernent l'évaluation des conditions financières propres aux différents moments de l'expérience migratoire et les difficultés rencontrées dans le processus d'intégration dans le principal pays d'immigration et au retour.

L'expérience de l'émigration a été bénéfique pour les migrants de retour en termes d'emploi, mais avec des différences entre les genres. Le graphique 3 montre que le taux d'emploi au retour pour les deux groupes est plus élevé de plusieurs points de pourcentage en comparaison à ceux observés dans la population en 2010 pour la Banque Mondiale.

Graphique 3. Migrants de retour employés au cours des différentes étapes du cycle migratoire (%), N = 313

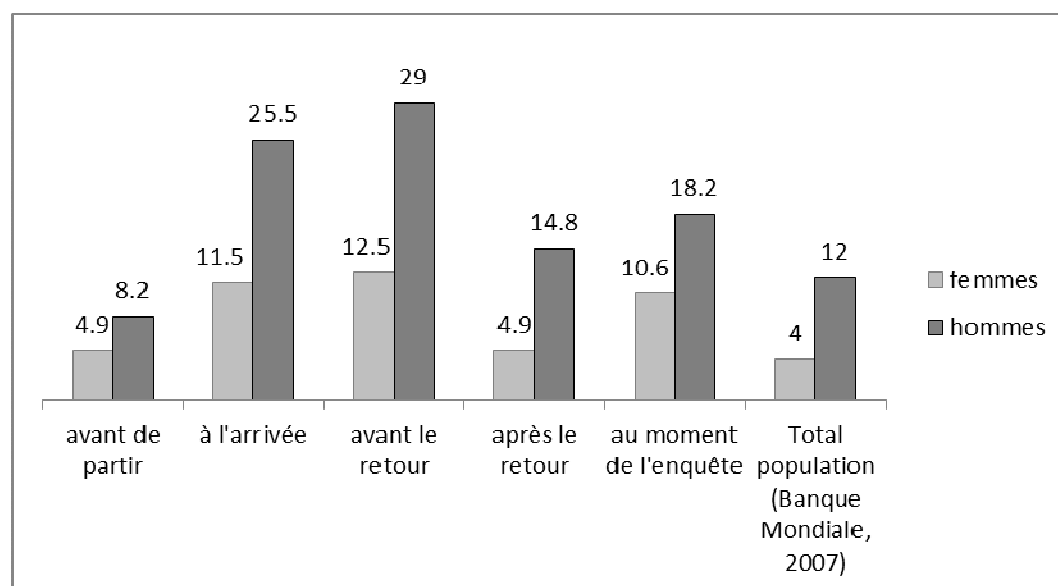


Source : CRIS/RDP 2012.

Note : Les migrants de retour « employés » comprennent aussi bien les personnes employées dans le secteur formel qu'informel. Les données de la Banque Mondiale se réfèrent au ratio emploi-population, à savoir la part de la population d'un pays employée. Les personnes âgées de 15 ans et plus sont, en règle générale, considérées comme faisant partie de la population en âge de travailler (Banque Mondiale 2012).

Les niveaux d'emploi salarié sont plus élevés que ceux de la moyenne observée dans la population fournis par la Banque Mondiale en 2007.

Graphique 4. Les migrants de retour salariés (%), N = 313



Source : CRIS/RDP 2012.

* Emploi salariale à durée indéterminée ; à durée déterminée ; à temps partiel. La définition de la Banque Mondiale est la suivante: « Wage and salaried workers (employees) are those workers who hold the type of jobs defined as "paid employment jobs," where the incumbents hold explicit (written or oral) or implicit employment contracts that give them a basic remuneration that is not directly dependent upon the revenue of the unit for which they work. » (Banque Mondiale 2012, metadata).

Comme le met en lumière le graphique 4, les deux groupes parviennent à trouver un emploi dans le principal pays d'immigration. Pour bon nombre de migrants interviewés, la période passée dans le principal pays d'immigration correspond à l'étape centrale de la vie professionnelle, généralement entre 18 et 35-40 ans²⁶. Le niveau d'emploi reste globalement élevé après le retour. Les graphiques suivants illustrent autres indicateurs de changements du statut professionnel au cours des différentes étapes du cycle migratoire (dans ce cas, nous avons également inclus les étapes intermédiaires). Les graphiques montrent trois tendances principales :

- a) L'évolution est très similaire entre les hommes et les femmes.
- b) Les données sur le travail autonome mettent en lumière des difficultés accrues pour les femmes par rapport aux hommes au moment du retour dans le pays d'origine et cette différence se réduit seulement par la suite. Pour cette catégorie de travailleurs, cette différence s'est, en effet, réduite dans le principal pays d'immigration²⁷.

²⁶ L'âge moyen des femmes et des hommes lors de la première émigration est respectivement 18,4 et 21,4, alors que le nombre d'années moyen passé à l'étranger pour les femmes et les hommes est respectivement de 13,9 et 11,42.

²⁷ Il convient de noter que la proportion des travailleurs dans le secteur agricole, en particulier des travailleurs saisonniers, décroît de manière significative au cours du cycle migratoire. Cette information est en cohérence avec deux autres tendances observées. La première concerne le déplacement progressif des migrants des zones rurales aux centres urbains, qui est observable à partir des données sur le changement de résidence de la naissance jusqu'au moment de l'enquête. La seconde concerne les données sur les biens possédés par les migrants : ceux qui possédaient des biens agricoles ne les ont plus au moment de l'enquête. Ainsi, en général, nous observons une diminution de l'importance du secteur primaire au profit du secteur tertiaire.

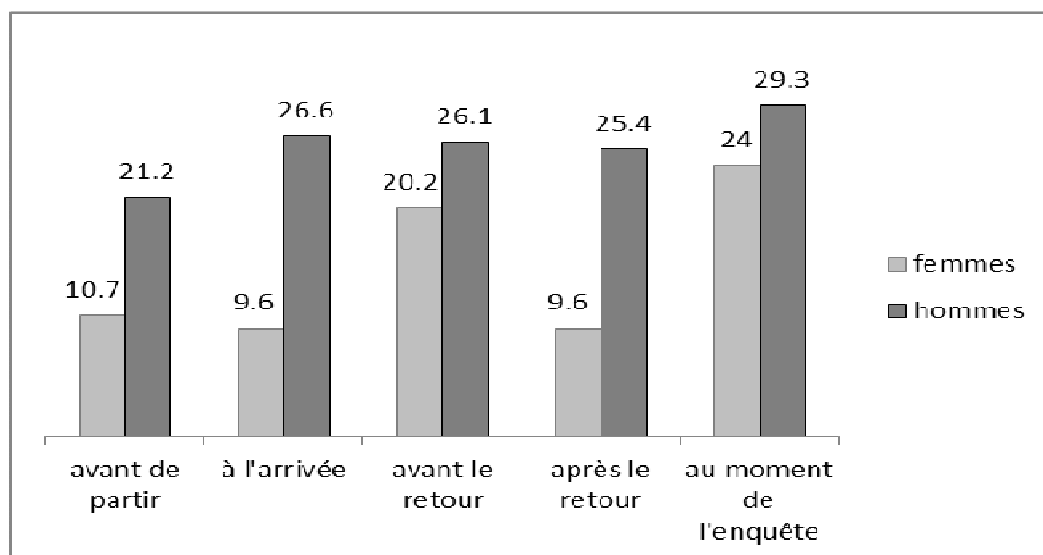
- c) En général, les deux groupes montrent de meilleures performances dans le principal pays d'immigration que dans le pays d'origine. En particulier, réussir à obtenir un emploi salarié régulier est difficile et ceux qui y parviennent dans le principal pays d'immigration ont du mal à en retrouver un au retour.

Graphique 5. Les migrants de retour travailleurs autonomes réguliers (%), N = 313



Source : CRIS/RDP 2012.

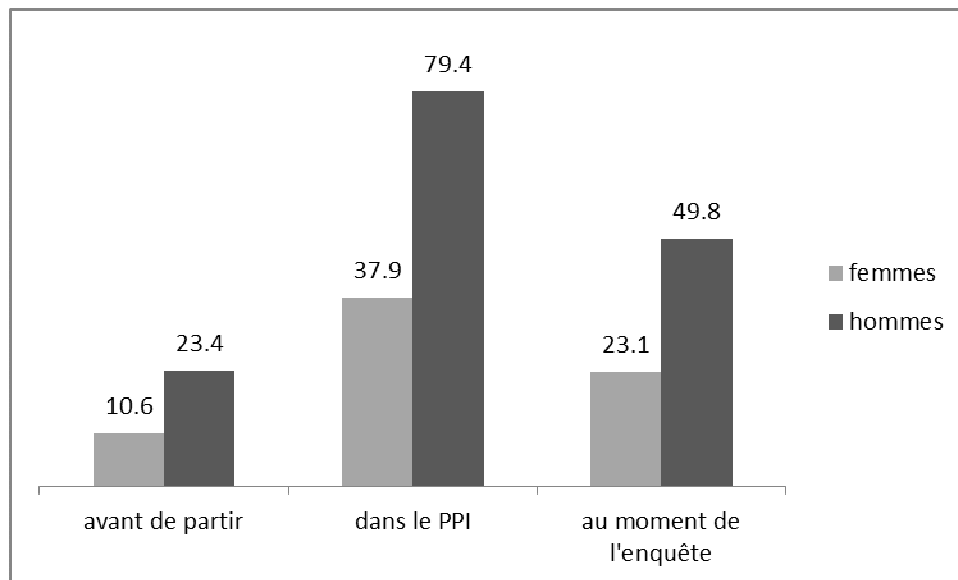
Graphique 6. Les migrants de retour travailleurs autonomes irréguliers (%), N = 313



Source : CRIS/RDP 2012.

La difficulté à maintenir le même statut professionnel, une fois rentré dans le pays d'origine, se reflète dans les données sur le revenu perçu, comme le montre bien le graphique suivante²⁸.

Graphique 7. Migrants de retour dont le revenu mensuel est égal ou supérieur au revenu minimum de subsistance (à savoir, environ 50 Euros mensuels) (%), N = 313



Source : CRIS/RDP 2012.

* PPI = Principal Pays d'immigration

Le scénario à peine décrit trouve confirmation dans l'évaluation par les migrants de retour de leur situation financière. Environ 85 pour cent de l'échantillon jugeait leur situation *pas bonne* ou *très mauvaise* avant d'émigrer. À peu près le même taux (cette fois avec taux légèrement supérieur pour les femmes) évalue sa propre situation *légèrement améliorée* ou *considérablement améliorée* dans le principal pays d'immigration par rapport à avant. Après le retour, la situation économique est jugée meilleure, davantage par les hommes (*légèrement* : 47,5 pour cent et *considérablement* : 9 pour cent) que par les femmes (respectivement 25,7 et 3 pour cent)²⁹. Si l'on sélectionne *ceux qui ont connu une amélioration de leur situation dans le principal pays d'immigration*, on observe que de retour au pays, six femmes sur dix considèrent que leur situation s'est détériorée. Au contraire, sept hommes sur dix déclarent que celle-ci s'est améliorée. Ainsi, nous pouvons dire que d'un point de vue économique, ce sont les femmes qui ont connu une détérioration de leur situation économique une fois de retour dans le pays d'origine par rapport à leur situation dans le principal pays d'immigration même si, en

²⁸ Il est utile de souligner que la crise post-électorale en Côte d'Ivoire en décembre 2010 a eu un impact négatif sur l'économie du Mali, en entraînant une augmentation du taux d'inflation (African Economic Outlook 2011).

²⁹ Selon les données fournies par l'Afrobaromètre (2008, 4), qui a mené une enquête représentative, aléatoire et stratifiée au niveau national sur un échantillon de 1350 adultes maliens, seulement 19 pour cent des enquêtés considèrent leurs conditions de vie 'bonnes' ou 'très bonnes'.

général, l'expérience migratoire a eu des effets positifs pour les deux groupes³⁰. Le fait que les migrants aient connu une meilleure situation économique dans le principal pays d'immigration est confirmé par les réponses aux questions sur les difficultés à s'intégrer économiquement. Les données indiquent que les migrants ont rencontré moins de problèmes pour s'intégrer économiquement dans le principal pays d'immigration que dans le pays d'origine. Dans ce cas, la différence de genre n'est pas significative d'un point de vue statistique³¹. 62,5 pour cent des femmes et 68,9 pour cent des hommes ont rencontré au moins un problème économique dans le principal pays d'immigration alors que cette proportion dans le pays d'origine est de 87,5 pour cent pour les femmes et de 83,4 pour cent pour les hommes.

Pourquoi sont-ils rentrés alors qu'ils vivaient mieux dans le principal pays d'immigration ?

Il faut avant tout préciser que dans la majorité des cas couverts par l'échantillon (53,7 pour cent)³², le retour a été forcé par des circonstances défavorables. À l'intérieur de ce groupe, l'interruption du cycle migratoire n'est pas due principalement à des raisons familiales, mais plutôt à des causes externes telles que la guerre et la dégradation des conditions de vie dans le pays d'accueil (81 pour cent). Le retour décidé de manière autonome concerne 46,3 pour cent de l'échantillon, avec une proportion deux fois plus grande pour les hommes que pour les femmes (Tab. 3).

³⁰ La tendance à exprimer des jugements plus positifs sur le principal pays d'immigration a été observée dans de nombreuses études (Gmelch 1980, 142).

³¹ L'association entre les sexes et les indices agrégés n'est pas significative. L'indice de difficulté d'intégration économique dans le principal pays d'immigration agrège les catégories suivantes : loyer élevé, pas d'emploi régulier, niveau de salaire insatisfaisant, mauvaises conditions du travail. Outre ces catégories, l'indice de difficulté de réintégration économique dans le pays d'origine comprend également celle-ci : je ne pouvais pas utiliser dans le pays d'origine les compétences acquises à l'étranger

³² Le retour forcé par les circonstances concerne 73,1 pour cent des femmes et 44 pour cent des hommes.

Tableau 3. Raisons du retour décidé, en %, (réponses multiples), N = 144

Raisons du retour*	Premier	Deuxième	Troisième
Raisons familiales et personnelles			
Problèmes familiaux dans le pays d'origine	18,1	7,6	3,5
Problèmes familiaux dans le pays d'immigration	2,8	3,5	2,1
Pour se marier ou pour fonder une famille	3,9	8,3	16,7
Pour s'occuper de la famille	0,7	10,4	12,9
Problèmes de santé	1,4	3,5	0,7
Nostalgie	9,7	13,9	8,3
Total raisons familiales et personnelles	36,6	47,2	44,2
Raisons économiques et professionnelles			
Précarité de l'emploi dans le pays d'immigration/sans emploi	27,1	1,4	2,1
Retraite	2,8	0,7	0,7
Pour continuer à diriger une entreprise	4,2	6,3	3,5
Pour créer une nouvelle entreprise	4,9	10,4	5,6
Fin de contrat	1,4	0,7	0,7
Fin des études	4,2	1,4	1,4
Pour compléter une formation /des études	0	4,2	0
Total raisons économiques et professionnelles	44,6	25,1	14
Autres raisons			
Environnement socio-culturel difficile	5,6	4,2	6,3
Racisme / discrimination	1,4	4,9	4,9
Déception / désillusions	0,7	1,4	6,9
Situation dans le pays d'origine a évolué positivement	9	10,9	13,9
Pour bénéficier d'une prime de retour	1,4	4,2	2,1
Des raisons politiques	0,7	0	0
Objectifs migratoires non atteints	0	2,1	4,2
Objectifs migratoires atteints	0	0	3,5
Total autres raisons	18,8	27,7	41,8
Total	100	100	100

Source : CRIS/RDP 2012.

* N. Femmes = 28 ; N. hommes = 116.

Dans le cas du retour décidé, nous avons demandé aux personnes interviewées de sélectionner un maximum de trois raisons, par ordre d'importance. Dans ce groupe, les raisons familiales, personnelles et la nostalgie du pays d'origine sont les plus fréquentes. Mais si l'on considère la raison principale du retour, nous voyons que les raisons d'ordre économique ont la proportion la plus élevée. Les catégories 'autres raisons' et 'évaluation positive des conditions de vie dans le pays d'origine' recueillent également un pourcentage élevé.

Dans le cadre de cette analyse, nous souhaitons mettre l'accent sur deux aspects. Tout d'abord, il n'existe pas d'explication linéaire du retour des migrants dans leur pays d'origine. Les migrants de retour indiquent une combinaison très variée des raisons de leur retour. Par ailleurs, ils ne perçoivent pas le fait d'avoir ou non atteint les objectifs migratoires. Cette dernière information contredit l'idée selon laquelle le retour peut être expliqué en recourant à la *dichotomie succès/échec*. L'utilisation de cette *dichotomie* prévalait dans les premières études sur la migration de retour, dans lesquelles les migrants interviewés avaient passé une grande partie de leur vie professionnelle à l'étranger et considéraient le retour comme le couronnement (ou non) d'une vie faite de sacrifices. Le retour

constituait alors la fin du cycle migratoire. Lorsque, en revanche, sont analysés, comme dans notre cas, les comportements de migrants qui rentrent en plein milieu de leur vie active, l'utilisation de ces catégories s'avère inadéquate. La majorité des migrants que nous avons interviewés n'exclue pas, en effet, la possibilité de repartir (68 pour cent). 27 pour cent déclarent même vouloir ré-émigrer. Par ailleurs, l'interruption du cycle migratoire concerne surtout les femmes, celles-ci témoignant de problèmes liés à la guerre et à la dégradation des conditions de vie. La discrimination est un phénomène qui s'est beaucoup développé en Côte d'Ivoire (principal pays d'immigration dans le cadre de l'échantillon) au cours des dix dernières années, étant souvent alimentée par la classe politique à la suite des crises post-électorales au début et à la fin des années 2000 (voir Ouattara 2010, Adepoju 2010, 24)³³. L'interruption du cycle migratoire tend à avoir un impact négatif sur la réintégration socioéconomique des migrants, comme cela a été mis en évidence par d'autres recherches (par exemple la recherche MIREM, Cassarino 2007). Nos données confirment cette tendance, quand bien même amplifiée par le fait que ce groupe de migrants est composé environ aux trois quarts par des femmes qui ont des taux de participation sur le marché du travail inférieurs à ceux des hommes.

En ce qui concerne les projets d'investissement réalisés dans le pays d'origine, nous observons qu'au total, 55 migrants (17,5 pour cent de l'échantillon) ont réalisé des projets à leur retour, parmi lesquels 10 ont réalisé plus d'un projet. Il s'agit en majorité d'hommes (40), mais les proportions à l'intérieur de chaque groupe ne mettent pas en lumière de différences statistiques significatives (19,1 hommes et 14,5 femmes ont réalisé un projet). Le pays de destination n'est pas crucial pour expliquer pourquoi certains migrants réalisent des projets et d'autres non. Les projets d'investissement dépendent de nombreuses variables, dont les plus importantes sont les raisons du retour (surtout si celui-ci est décidé de manière autonome), le niveau d'instruction et la durée de l'expérience migratoire, le maintien des liens familiaux et le degré de participation associatives.

³³ Le Mali présente une vulnérabilité qui a été accentuée par les turbulences socio-économiques et institutionnelles macro-régionales et qui se reflète beaucoup dans les dynamiques migratoires et de retour (voir Calenda 2012). Cet aspect devrait être pris en considération par ceux qui tendent à voir dans les facteurs structurels de type endogène, parmi lesquels figurent la famille, les principaux leviers du retour des migrants et de leur impact dans leur pays d'origine.

5. Comment se reflètent les liens familiaux dans la performance économique par rapport à d'autres types de liens

Nous pouvons désormais répondre à la question de savoir si et comment la force des liens familiaux se reflète dans la performance économique des migrants de retour, et si et comment cette influence se combine avec d'autres types de liens.

Pour analyser les associations, nous avons utilisé des mesures non paramétriques, car elles sont plus appropriées dans le cas d'échantillons non aléatoires. En particulier, nous avons utilisé le test de Mann-Whitney U pour l'association entre les variables ordinales et des variables dichotomiques et le coefficient Kendall Tau-b pour la corrélation entre les variables ordinales. Les indicateurs transformés en variables dichotomiques concernent les 'projets d'investissement' (1= oui ; 0= non) et le 'statut professionnel', où les catégories salariés, travailleurs autonomes réguliers et employeur/chef d'entreprise ont été agrégées afin de distinguer les migrants de retour qui ont un emploi salarié et régulier (1) et les migrants qui ont pas un travail ou travaillent dans le marché informel (0).

Tableau 4. Corrélation et test d'association entre les liens familiaux, les contacts avec le pays d'origine, le capitale social et performance économique, N = 313

Variables indépendants	Variables dépendantes	Corrélation	Association
Liens maintenus avec la famille et le pays d'origine	revenu après le retour au pays *	0.245**	
	perception de la condition économique *	0.273**	
	projets d'investissement	--	p < 0.05
	statut professionnel	--	p < 0.05
Engagement associatif	revenu après le retour au pays	0.151**	
	perception de la condition économique	0.161**	
	statut professionnel	--	p < 0.05
	projets d'investissement**	--	p < 0.05
Corrélation entre les variables indépendants		0.245**	--

Source : CRIS/RDP 2012.

* Revenu après le retour = Fourchette de revenus. Perception de la condition économique au moment de l'enquête par rapport à celle dans le principal pays d'immigration.

**Nous avons considéré ici seulement l'engagement dans les associations villageoises et caritatives, les coopératives, et/ou les ONG.

L'analyse statistique des associations entre les diverses variables confirme ce que l'on pouvait déjà pressentir à partir des données descriptives présentées : les liens maintenus avec la famille et le pays d'origine, l'engagement associatif et la performance économique sont positivement associés, sans différences de genre³⁴. Les liens avec la famille et le pays d'origine pèsent davantage que

³⁴ Dans ce cas, nous avons observé une association significative seulement avec l'adhésion à des associations de

l'engagement associatif dans l'explication de la performance économique, mais la forte corrélation entre les deux variables indique que le migrant inséré dans un réseau social multiple et ayant des liens forts avec la famille et le pays d'origine réussit à atteindre une performance économique plus élevée. Ces données confirment l'hypothèse selon laquelle les « migrants de retour ne représentent pas un groupe homogène » (Cassarino 2004, 266). Nous avons vu que la construction du capital social, qui a débuté dans le principal pays d'immigration, ne reposait pas seulement sur la famille comme unique canal de socialisation. En effet, les relations sociales extra-familiales ont joué un rôle important. Les migrants de retour qui ont obtenu de meilleurs résultats dans le processus de réintégration sont ceux qui ont su combiner différents types de ressources et construire des liens socialement différenciés.

6. Conclusions

La recherche sur laquelle se fonde cet essai permet de combler un manque de connaissances sur les migrants de retour au Mali et d'aborder de manière critique les interprétations dominantes de la littérature en ce qui concerne l'influence de la famille sur les comportements sociaux et économiques des migrants de retour. En particulier, nos résultats apportent une contribution nouvelle au débat sur les limites épistémologiques et méthodologiques des paradigmes sur lesquels de telles interprétations sont fondées (Cassarino 2004).

L'importance de la famille comme structure sociale, comme ordre symbolique et normatif de référence et comme institution de régulation des comportements économiques des migrants de retour n'est pas remise en cause par nos données. Les migrants interviewés montrent un fort attachement aux racines et leurs comportements familiaux sont cohérents avec la structure familiale et sociale prévalant au Mali.

Toutefois, cela ne conduit pas nécessairement et pas pour tous à un repli égoïste, à une acceptation sans critique du statu quo, à un type de retour *du* « conservatisme » (Cerase 1974) dans lequel le migrant vise seulement à satisfaire ses propres besoins et ceux de sa famille. Les liens familiaux forts des migrants de retour au Mali ne conduisent pas non plus à des comportements guidés par le calcul économique et par la rationalité instrumentale. Plus nous situons les migrants de retour à l'intérieur d'un système de relations plus complexes, mieux nous réussissons à évaluer l'influence de la famille sur les migrants et sur les résultats de l'expérience migratoire. La famille est une source importante de sens et un projet de vie pour laquelle les migrants de retour mobilisent différents types de ressources. Parmi celles-ci, l'importance des relations secondaires (les associations) et les relations extra familiales (les amis) croît progressivement au cours du cycle migratoire.

villageoises, coopératives, caritatives et des ONG. Le soutien pourvu par des ONG a joué un rôle important dans 10 projets sur 55.

Nos données démontrent que la majorité des migrants de retour, malgré les différences de genre observées, s'insère dans un tissu de réseaux sociaux, qu'ils soient informels ou organisés. La configuration de ces réseaux répond à des exigences pratiques, comme le besoin de sécurité et de protection sociale, mais également à des exigences de valeur liées à l'expression d'une subjectivité politique. De telles exigences ne s'opposent pas, mais s'articulent de différentes manières chez les migrants de retour, sur la base de facteurs que des analyses plus poussées et comparatives pourront mieux mettre en évidence³⁵.

En conclusion, nous souhaitons souligner que l'appartenance multiple et diffuse à des réseaux sociaux, au-delà du fait qu'elle représente une ressource importante en termes de capital social, fournit aux migrants de nouveaux apports cognitifs pour interpréter les systèmes institutionnels dans lesquels ils se déplacent. Ces derniers sont plus fluides et à définir par rapport à ce qui est suggéré par une lecture du cycle migratoire dichotomique et centrée sur la famille. A l'instar de Paul DiMaggio, il est possible de « soupçonner » que les migrants de retour qui se déplacent dans de tels systèmes ressemblent plus à des « acteurs pratiques » qu'à des « acteurs rationnels » (DiMaggio 1992, 122) ou, en d'autres termes, à des acteurs sociaux « capables de garantir leur retour au pays et de participer à la dynamique de réseaux transfrontaliers » (Cassarino 2004, 266). Les données exposées contredisent l'hypothèse selon laquelle les migrants de retour seraient 'enfermés' dans le réseau familial. Ces derniers sont, en revanche, insérés dans des réseaux sociaux plus amples et bon nombre d'entre eux font preuve d'un comportement orienté, non seulement, vers la satisfaction des besoins propres, mais également vers la construction de biens communs. L'engagement associatif diffus renforce le mécanisme de solidarité dans la communauté. La participation civique et politique au Mali prend principalement la forme d'un engagement communautaire. Ainsi, la force des liens entre les différents réseaux, qui ne développe bien au-delà de la famille, nous aide à comprendre pourquoi certains migrants réussissent mieux que d'autres à se réintégrer dans leur pays d'origine. En particulier, les liens maintenus avec la famille et le pays d'origine, ainsi que le capital social et la performance économique sont positivement associés. Il n'est pas facile de savoir si cette association aura un impact économique à long terme. Des recherches ultérieures et des dispositifs méthodologiques différents seraient nécessaires pour le tester. Il apparaît clair que l'engagement dont les migrants de retour font preuve dans le projet familial et dans la construction de réseaux sociaux extra-familiaux se reflète non seulement dans leur adhésion à un modèle culturel, mais également dans le besoin de compenser l'absence d'un système institutionnel de protection et de sécurité sociale. Cet aspect met en jeu le rôle des institutions politiques et porte à des indications différentes de celles qui ont été fournies jusqu'à présent. L'accent mis sur le niveau *meso* au détriment d'une compréhension plus articulée de

³⁵ La même enquête que celle menée au Mali est en cours de réalisation en Arménie et en Tunisie et fait suite à d'autres recherches, conduites selon la même méthodologie et réalisées en 2005 en Tunisie, au Maroc et en Algérie (<http://rsc.eui.eu/RDP/research-projects/mirem/>). Le projet CRIS prévoit, en outre, une seconde rencontre avec certains migrants de retour pour effectuer un entretien narratif.

l'interaction entre les niveaux *micro-meso-macro* a conduit, en particulier dans les *development studies*, à exhorter les décideurs politiques à accorder plus d'attention à la famille qu'au migrant individuel (voir aussi Tiemoko 2004, 172). La valorisation de l'impact positif potentiel du migrant en termes socioéconomiques ne doit pas seulement passer par une meilleure intégration entre la famille et le marché, mais également et avant tout par la valorisation de pratiques de participation sociale et politique visant la construction de biens collectifs et le renforcement des institutions démocratiques.

Bibliographie

- Adepoju, Aderanti (dir.). *Family, Population and Development in Africa*. London et New Jersey : Zed Books Ltd., 1997.
- Adepoju, Aderanti (dir.). *International migration within, to and from Africa in a globalised world*. Accra, Ghana : Sub-Saharan Publishers, 2010.
- Barten, Janneke. "Families in movement. Transformation of the family in urban Mali, with a focus on intercontinental mobility." *African Studies Collection* 18 (2009). Leiden : The Netherlands African Studies Centre.
- Black, Richard et Russell King. "Editorial Introduction: Migration, Return and Development in West Africa." *Population, Space and Place* 10 (2004) : 75-83.
- Calenda, Davide. "Return migration to Mali : Examining definitions and statistical sources." *CRIS Analytical Note* 02 (2012) Florence : RSCAS/EUI.
- Cassarino, Jean-Pierre. "Theorising Return Migration: The Conceptual Approach to Return Migrants Revisited." *International Journal on Multicultural Societies* 6 (2004): 253-279.
- Cassarino, Jean-Pierre (dir.). Migration de retour au Maghreb. Réintégration et enjeux de développement. *Rapport Général*, MIREM, Florence, European University Institute, 2007.
- Cerese, F. Paolo. "Expectations and reality: a case study of return migration from the United States to Southern Italy." *International Migration Review* 8 (1974): 245–62.
- Chauvet, Lisa, and Marion Mercier. "Migration and Elections in Mali. Does migration promote democratization in Africa?" *Preliminary draft*, presented at CSAE 25th Anniversary Conference, Economic Development in Africa, 2011.
- Cordell, Dennis, Gregory, W. Joel et Victor Piché. *Hoe and Wage: A Social History of a Circular Migration System in West Africa*. Boulder : Westview Press, 1996.
- DiMaggio, Paul. "Nadel's Paradox Revisited : Relational and Cultural Aspects of Organizational Structure." In *Networks and Organizations. Structure, Form, and Action*, (dir.) Robert. G. Eccles, et Nitin Nohria, 119-142. Boston: Harvard Business School Press, 1992.
- Eisenstadt, S. Noah. "Social Change and Modernization in African Societies South of the Sahara." In *Cahiers d'études africaines* 5 (1965) : 453-471.
- Farvacque, C. Vitkovic, Casalis, Alicia, Diop, Mahine et Christian Eghoff. "Development of the cities of Mali. Challenges and Priorities." *Africa Region Working Paper Series* 104 (2007). The World Bank.
- Findley, E. Sally. "Migration and family interactions in Africa." In *Family, population and development in Africa*, (dir.) Aderanti Adepoju, 107-138. London : Zed Books, 1997.
- Gmelch, George. "Return Migration." *Annual Review of Anthropology* 9 (1980) : 135-159.
- Goulbourne Harry, Reynolds Tracey, Solomons John et Elisabetta Zontini. *Transnational Families. Ethnicities, identities and social capital*. London, New York : Routledge, 2010.
- Gubert, Flore. "Migration and Development: Mixed evidence from western Mali." *Development* 50 (2007): 94–100.
- de Haan, Arjan. "Livelihoods and poverty: The role of migration – a critical review of the migration literature." *Journal of Development Studies* 36 : 1-47.
- de Haan, Arjan, Brock, Karen, Carswell, Coulibaly, Ngolo, Seba, Haileyesus et Kazi Ali Toufique. "Migration and Livelihoods: Case studies in Bangladesh, Ethiopia and Mali." *IDS Research Report* 46 (2000). Institute of Development Studies, Sussex.
- Levitt, Peggy. "Social Remittances: Migration Driven Local-Level Forms of Cultural Diffusion."

International Migration Review 32 (1998) : 926-948.

Marcoux, Richard. "Nuptialité et maintien de la polygamie en milieu urbain au Mali. " *Cahiers québécois de démographie* 26 (1997) : 191-214.

McDowell, Christopher et Arjan de Haan. *Migration and Sustainable Livelihoods: A Critical Review of the Literature*. Brighton : Institute of Development Studies, 1997.

Monga, Célestin. "Civil Society and Democratisation in Francophone Africa." *The Journal of Modern African Studies* 33 (1995) : 359-379.

Monsutti, Alessandro. "Migration et développement : une histoire de brouilles et de retrouvailles. " *Annuaire suisse de politique de développement* 27 (2008) : 23-42.

Nations Unies. "Recommendations on Statistics of International Migration." *Statistical papers series M* 58 (1998).

Ndione, Babacar et Richard Lalou. "Transferts de revenus, investissements, obligation de dons ? Les usages économiques et sociaux de l'argent de la migration au Sénégal (Dakar, Touba, Koalack) et Mali (Bamako, Kayes). " *Présentation*. XXVe Congrès International de la Population, Tours, France, 18-23 juillet 2005.

Ouattara, Bouraïma. "La réintégration socioprofessionnelle des migrants de retour dans leur pays d'origine. L'exemple des migrants maliens de retour de Côte-d'Ivoire". *Rapport Final*. International Labour Organisation, Geneva, 2010.

Putnam, Robert, Leonardi, Robert et Raffaella Nanetti. *Making democracy work : civic traditions in modern Italy*. Princeton, N.J. : Princeton University Press, 1993.

Poirier Jean et Piche Victor. "Trente ans de recherche explicative en démographie. Réflexion autour des dangers du cloisonnement." In *Théories, paradigmes et courants explicatifs en démographie*. (dir.) Dominique Tabutin, 15-40. Chaire Quetelet 1997. Louvain-la-Neuve : Academia-Bruylant/L'Harmattan, 1999.

Quiminal, Catherine. "Retours contraints, retours construits des émigrés maliens. " *Hommes & Migrations* 1236 : 35-43.

Sargent, Carolyn et Dennis Cordell. "Polygamy, disrupted reproduction, and the state: Malian migrants in Paris, France." *Social Science & Medicine* 56 (2003) : 1961-72.

Schulz, Dorothea. "Praise without Enchantment: Griots, Broadcast Media, and the Politics of Tradition in Mali." *Africa Today* 44 (1997) : 443-464.

Tiemoko, Richmond. "Migration, return and socio-economic change in West Africa: the role of family." *Population, Space and Place* 10 (2004) : 155-174.

Wazel, Chistian et Isaïe Dougnon. "La démocratie malienne entre religion et traditions: analyse descriptive des données de World Values Survey. " *Field Technical Report*, Mali World Values National Survey, 2007.

Ressources statistiques

Afrobaromètre 2008. Round 4 Afrobaromètre Enquête au Mali. <http://www.afrobarometer.org>

African Economic Outlook 2011. Mali Country Note.
<http://www.africaneconomicoutlook.org/en/countries/west-africa/mali/>

Banque Mondiale 2012. WorlddataBank. <http://donnees.banquemondiale.org/pays/mali>

CRIS 2012 (Système d'information transrégional sur la réintégration des migrants dans leur pays d'origine). Centre Robert Schuman. Institut Universitaire Européen. <http://rsc.eui.eu/RDP/fr/research-projects/cris/>

DHS (Demographic and Health Survey), Mali, 1995-1996 ; 2001 ; 2006.
http://www.measuredhs.com/Publications/Publication-Search.cfm?ctry_id=25&country=Mali

EMMU 1992-1993 (Enquête Malienne sur les Migrations et l'Urbanisation). *Rapport National Descriptif*.

CERPOD - Centre d'études et de recherche sur la population pour le développement -, Institut Sahel/CLISS, Réseau Malien sur les Migrations et l'Urbanisation. Bamako, 1996.

EMOP 2011 (Enquête modulaire et permanente auprès des ménages). *Rapport d'analyse*. Premier passage (avril-juin). Institut national de la statistique, Mali, 2011.

EPAM 2010 (Enquête Emploi Permanente Auprès des Ménages). Agence Nationale pour l'Emploi (ANPE), Mali, 2011.

RGPH 2009 (Recensement Général de la Population et de l'Habitat du Mali). Présentation des résultats définitifs du 4ème RGPH, Doumbia Assa Gakou, Institut national de la statistique, Journée Africaine de la Statistique, Bamako, le 24 Novembre 2011.

World Values National Survey 2007, Mali. "Online data analysis." Visionné Avril 2012, "<http://www.wvsevsdb.com/wvs/WVSanalyzeSample.jsp>."

Ressources électroniques

Afribone. "Dossier : Texte intégral du code de la famille et articles de Presse." Visionné le 5 Avril 2012, "<http://www.afribone.com/spip.php?rubrique132>."

Jeune Afrique. "Mali : promulgation du Code de la famille révisé.", 21-01-2012. Visionné le 5 Avril 2012, "<http://www.jeuneafrique.com/Article/DEPAFP20120121111234/>"

International Telecommunication Union. "Database." Visionné le 5 Avril 2012, "<http://www.itu.int>."